SEANCE DU 12 OCTOBRE 2017

PRESENTS : MM.BOURDEAUD'HUY JP., Bourgmestre-Président

MAS M., WEYTSMAN G., GEURTS N., Echevins

VERSTRAETEN M., MARTIN N., DETEMMERMAN D., VYNCK N., DELCOIGNE O., DEPUYDT D.,
Conseillers

MAES MR., Directrice Générale – Secrétaire

EXCUSES : Mr.DE KEYSER S., Mad.BUCKENS F., Conseillers

Monsieur le Président ouvre la séance à 19 heures 35.

1°. Approbation du procès-verbal de la séance du 14 septembre 2017.

LE CONSEIL COMMUNAL,

APPROUVE : *à l'unanimité*

Le procès-verbal de la séance du 14 septembre 2017.

2°. Informations

Monsieur le Président donne lecture de l'arrêté de Madame Valérie DE BUE, Ministre des Pouvoirs Locaux nous informant que les comptes annuels pour l'exercice 2016 de Mont-de-l'Enclus sont approuvés.

3°. Fabrique d'Eglise d'Amougies - Modification budgétaire n°1 ; approbation

Monsieur WEYTSMAN, Echevin présente la Modification budgétaire n°1 de la Fabrique d'Eglise d'Amougies aux membres du Conseil communal. Il précise que la Fabrique d'église sollicite un subside extraordinaire de 1.039,62 € afin de régulariser des recettes non reçues depuis 2009 dont 833,49 € en 2010 non versé par la commune et certaines erreurs d'encodage.

La Modification budgétaire reprend également le boni du compte 2016 – le remplacement d'un brûleur + - 1.900 €, certaines réparations dont les toilettes + - 250 €.

Monsieur DEPUYDT intervient en disant qu'il faudrait un meilleur équilibre entre le culte et l'utilisation des églises qui est un patrimoine communal. Celles-ci devraient pouvoir être utilisées par les citoyens. Il y aurait des choses à faire, il faudrait être plus ouvert. Il déplore qu'il n'y ait pas de statistique de participation au culte. Il estime que 6.000 € pour remonter un coq c'est très cher + le démontage encore 1.000 €. Est-ce vraiment nécessaire ? Et pourquoi un coq et pas une croix ?

Monsieur le Président répond qu'en effet 4 églises dans l'entité c'est beaucoup, peut-être trop. Il faudra essayer à l'avenir de mieux utiliser les églises. Un concert organisé par la commune a déjà lieu dans l'église d'Amougies, le premier vendredi de septembre. Mais tant qu'il sera Bourgmestre aucune église ne sera supprimée. Quant au coq, une église sans coq ça n'existe pas.

Monsieur DELCOIGNE répond que si à Dottignies et propose de mieux faire connaître nos églises en y organisant nos réunions des nouveaux habitants par exemple Ils pourraient ainsi découvrir notre patrimoine.

Monsieur VERSTRAETEN répond qu'ils peuvent aller à la messe.

Monsieur le Président conclut en disant qu'il faudra à l'avenir, ouvrir les portes de nos églises à d'autres activités que le culte.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la Constitution, et notamment les articles 41 et 162;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'églises ;

Vu la loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1 et 2 ;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 08 août 1980, l'article 6,§1er, VIII, 6;

Vu le Code de Démocratie Locale et de la Décentralisation et notamment les articles L1122-20, L1124-40, L 1321-1,9° et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Vu l'approbation du budget de l'exercice 2017 de la fabrique d'église d'Amougies en séance du Conseil Communal du 15 septembre 2016 au montant total de 12.953,60 € en recettes et 12.953,60 € en dépenses ;

Vu la délibération du 24 août 2017 reçue en date du 25 août 2017 par laquelle le Conseil de la fabrique d'église d'Amougies a décidé d'arrêter la modification budgétaire n°1 de l'exercice 2017;

Attendu que la fabrique d'église d'Amougies a un nouveau trésorier qui a remis la comptabilité de la fabrique d'église à jour depuis l'exercice 2009 ;

Attendu que la fabrique d'église d'Amougies sollicite un subside extraordinaire de 1.039,62 € et qu'il en découle une diminution de 113,59 € au niveau de l'intervention communale de l'exercice 2017;

Vu l'envoi simultané de la délibération susvisée, accompagnée de toutes les pièces justificatives renseignées dans la circulaire à l'organe représentatif du culte ;

Attendu la décision réceptionnée en date du 28 août 2017 du chef diocésain par laquelle il arrête définitivement sans remarque les recettes et dépenses reprises dans la modification budgétaire de la fabrique d'église Saint Bavon d'Amougies de l'exercice 2017 ;

Vu l'avis de la Receveuse Régionale ;

Considérant que la modification budgétaire n° 1 de l'exercice 2017 de la fabrique d'église Saint Bavon d'Amougies répond au principe de sincérité budgétaire, qu'en effet, les allocations prévues dans les articles de recettes sont susceptibles d'être réalisées au cours de l'exercice 2017, et que les allocations prévues dans les articles de dépenses sont susceptibles d'être consommées au cours du même exercice ; qu'en conséquence, il s'en déduit que ledit budget est conforme à la loi et à l'intérêt général ;

ARRETE : à l'unanimité

Article premier : La modification budgétaire n°1 de l'exercice 2017 de la fabrique d'église Saint Bavon d'Amougies, votée en séance du Conseil de la fabrique en date du 24 août 2017 est approuvée comme suit :

	Nouveau montant
Recettes ordinaires totales	8.520,37 €
- dont une intervention communale ordinaire :	7.590,37 €
Recettes extraordinaires totales	6.778,28 €
- dont une intervention communale extraordinaire de :	1.039,62 €
Dépenses ordinaires du chapitre I totales :	1.710,00 €
Dépenses ordinaires du chapitre II totales :	13.387,60 €
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales :	201,05 €
Total général des recettes :	15.298,65 €
Total général des dépenses :	15.298,65 €
Résultat budgétaire :	0,00 €

Art. 3 : En application de l'article L3162-3 du Code de la Démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à la fabrique d'Eglise d'Amougies et à l'organe représentatif du culte contre la présente décision devant le Gouverneur de la Province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la présente décision.

Art. 4 : Un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat.

A cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée, par lettre recommandée, au Conseil d'Etat dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification qui leur est faite par la présente ou introduite par voie électronique sur le site internet du Conseil d'Etat ;

Art. 5 : Conformément à l'article L 3115-2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, la présente décision est publiée par voie d'affiche ;

Art. 6 : Conformément à l'article L 3115-1 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, la présente décision est notifiée à :

- Au Conseil de la Fabrique d'Eglise d'Amougies
- A l'organe représentatif de la Fabrique d'Eglise d'Amougies
- A la Receveuse Régionale

4°. Fabriques d'Eglises de l'entité : Budgets exercice 2018 ; approbation

Monsieur l'Echevin Guy Weytsman présente les différents budgets 2018 des Fabriques d'Eglises de l'entité aux membres du Conseil communal.

- Fabrique d'Eglise St.Bavon à Amougies

L'intervention communale sollicitée est de 11.592,28 €. A l'extraordinaire, une intervention de 6.000 € est sollicitée pour effectuer la réparation du coq. Il n'y a pas de remarque ni de la Receveuse Régionale ni de l'Evêché.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la Constitution, et notamment les articles 41 et 162;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'églises ;

Vu la loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1 et 2 ;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 08 août 1980, l'article 6,§1er, VIII, 6;

Vu le Code de Démocratie Locale et de la Décentralisation et notamment les articles L1122-20, L1124-40, L 1321-1,9° et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Vu la délibération du 24 août 2017 reçue en date du 25 août 2017 par laquelle le Conseil de la fabrique d'église Saint Bavon d'Amougies a décidé d'arrêter le budget de l'exercice 2018;

Vu l'envoi simultané de la délibération susvisée, accompagnée de toutes les pièces justificatives renseignées dans la circulaire à l'organe représentatif du culte ;

Attendu la décision réceptionnée en date du 30 août 2017 du chef diocésain par laquelle il arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du budget de la fabrique d'église Saint Bavon d'Amougies et pour le surplus, approuve sans remarque le reste du budget de l'exercice 2018 ;

Vu la délibération du Conseil Communal du 07 septembre 2017 par laquelle il décide de reporter l'approbation du budget de la fabrique d'église Saint Bavon d'Amougies à la séance du prochain Conseil Communal et de proroger de 20 jours supplémentaires le délai d'instruction du budget de la fabrique d'église de l'exercice 2018 tel qu'arrêté par le Conseil dudit établissement cultuel ;

Considérant que le projet de décision du Conseil Communal a été adressé, accompagné des annexes explicatives éventuelles, à la Receveuse Régionale ;

Vu l'avis de la Receveuse Régionale ;

Considérant que le budget de l'exercice 2018 de la fabrique d'église Saint Bavon d'Amougies répond au principe de sincérité budgétaire ; qu'en effet, les allocations prévues dans les articles de recettes sont susceptibles d'être réalisées au cours de l'exercice 2018, et que les allocations prévues dans les articles de dépenses sont susceptibles d'être consommées au cours du même exercice ; qu'en conséquence, il s'en déduit que ledit budget est conforme à la loi et à l'intérêt général ;

ARRETE par : *9 voix POUR (Groupe MR + DETEMMERMAN D. + DELCOIGNE O.)*
1 abstention (DEPUYDT D.)

Article premier : Le budget de l'exercice 2018 de la fabrique d'église Saint Bavon d'Amougies , voté en séance du Conseil de la fabrique en date du 24 août 2017 est approuvé comme suit :

Ce budget présente en définitive les résultats suivants :

Recettes ordinaires totales	12.536,33 €
dont une intervention communale ordinaire de secours de :	11.592,28 €
Recettes extraordinaires totales	7.419,02 €
dont une intervention communale extraordinaire de secours de :	6.000,00 €

dont un excédent présumé de l'exercice courant de :	1.419,02 €
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	1.736,00 €
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	12.219,35 €
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	6.000,00 €
dont un déficit présumé de l'exercice courant de :	
Recettes totales	19.955,35 €
Dépenses totales	19.955,35 €
Résultat budgétaire	0,00 €

Article 3 : En application de l'article L3162-3 du Code de la Démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à la fabrique d'Eglise d'Amougies et à l'organe représentatif du culte contre la présente décision devant le Gouverneur de la Province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la présente décision.

Article 4 : Un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat.

A cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée, par lettre recommandée au Conseil d'Etat dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification qui leur est faite par la présente ou introduite par voie électronique sur le site internet du Conseil d'Etat ;

Article 5 : Conformément à l'article L 3115-2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, la présente décision est publiée par voie d'affiche ;

Article 6 : Conformément à l'article L 3115-1 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, la présente décision est notifiée à :

- Au Conseil de la Fabrique d'Eglise d'Amougies
- A l'organe représentatif de la Fabrique d'Eglise d'Amougies
- A la Receveuse Régionale

* Fabrique d'Eglise St.Brice à Orroir

L'intervention communale sollicitée est de 6.001,71 €. IL n'y a pas de remarques ni de la Receveuse Régionale ni de l'Evêché.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la Constitution, et notamment les articles 41 et 162;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'églises ;

Vu la loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1 et 2 ;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 08 août 1980, l'article 6,§1er, VIII, 6;

Vu le Code de Démocratie Locale et de la Décentralisation et notamment les articles L1122-20, L1124-40, L 1321-1,9° et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Vu la délibération du 11 août 2017 reçue en date du 14 août 2017 par laquelle le Conseil de la fabrique d'église Saint Brice d'Orroir a décidé d'arrêter le budget de l'exercice 2018;

Vu l'envoi simultané de la délibération susvisée, accompagnée de toutes les pièces justificatives renseignées dans la circulaire à l'organe représentatif du culte ;

Attendu la décision réceptionnée en date du 18 août 2017 du chef diocésain par laquelle il arrête définitivement sans aucune remarque sur les recettes et dépenses – Chapitre I - reprises au budget

de la fabrique d'église Saint Brice d'Orroir et pour le surplus, approuve sans remarque le reste du budget de l'exercice 2018 ;

Vu la délibération du Conseil Communal du 14 septembre 2017 par laquelle il décide de reporter l'approbation du budget de la fabrique d'église Saint Brice d'Orroir à la séance du prochain Conseil Communal et de proroger de 20 jours supplémentaires le délai d'instruction du budget de la fabrique d'église de l'exercice 2018 tel qu'arrêté par le Conseil dudit établissement cultuel ;

Considérant que le projet de décision du Conseil Communal a été adressé, accompagné des annexes explicatives éventuelles, au Receveur Régional ;

Vu l'avis du Receveur Régional ;

Considérant que le budget de l'exercice 2018 de la fabrique d'église Saint Brice d'Orroir répond au principe de sincérité budgétaire ; qu'en effet, les allocations prévues dans les articles de recettes sont susceptibles d'être réalisées au cours de l'exercice 2018, et que les allocations prévues dans les articles de dépense sont susceptibles d'être consommées au cours du même exercice ; qu'en conséquence, il s'en déduit que ledit budget est conforme à la loi et à l'intérêt général ;

ARRETE : *à l'unanimité*

Article premier : Le budget de l'exercice 2018 de la fabrique d'église Saint Brice d'Orroir , voté en séance du Conseil de la fabrique en date du 11 août 2017 est approuvé comme suit :

Ce budget présente en définitive les résultats suivants :

Recettes ordinaires totales	7.852,26 €
dont une intervention communale ordinaire de secours de :	6.001,71 €
Recettes extraordinaires totales	2.794,34 €
dont une intervention communale extraordinaire de secours de :	0,00 €
dont un excédent présumé de l'exercice courant de :	2.794,34 €
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	2.285,00 €
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	8.361,60 €
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	0,00 €
dont un déficit présumé de l'exercice courant de :	
Recettes totales	10.646,60 €
Dépenses totales	10.646,60 €
Résultat budgétaire	

Article 3 : En application de l'article L3162-3 du Code de la Démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à la fabrique d'Eglise d'Orroir et à l'organe représentatif du culte contre la présente décision devant le Gouverneur de la Province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la présente décision.

Article 4 : Un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat.

A cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée, par lettre recommandée au Conseil d'Etat dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification qui leur est faite par la présente ou introduite par voie électronique sur le site internet du Conseil d'Etat ;

Article 5 : Conformément à l'article L 3115-2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, la présente décision est publiée par voie d'affiche ;

Article 6 : Conformément à l'article L 3115-1 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, la présente décision est notifiée à :

- Au Conseil de la Fabrique d'Eglise d'Orroir
- A l'organe représentatif de la Fabrique d'Eglise d'Orroir
- Au Receveur Régional

* Fabrique d'Eglise St.Amand à Russeignies

L'intervention communale sollicitée est de 8.121,60 € comprenant l'entretien des corniches pour 3.000 €. Il y a pas de remarques ni de la Receveuse Régionale ni de l'Evêché.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la Constitution, et notamment les articles 41 et 162;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'églises ;

Vu la loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1 et 2 ;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 08 août 1980, l'article 6,§1er, VIII, 6;

Vu le Code de Démocratie Locale et de la Décentralisation et notamment les articles L1122-20, L1124-40, L 1321-1,9° et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Vu la délibération du 22 août 2017 reçue en date du 22 août 2017 par laquelle le Conseil de la fabrique d'église Saint Amand de Russeignies a décidé d'arrêter le budget de l'exercice 2018;

Vu l'envoi simultané de la délibération susvisée, accompagnée de toutes les pièces justificatives renseignées dans la circulaire à l'organe représentatif du culte ;

Attendu la décision réceptionnée en date du 23 août 2017 du chef diocésain par laquelle il arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du budget de la fabrique d'église Saint Amand de Russeignies et pour le surplus, approuve sans remarque le reste du budget de l'exercice 2018 ;

Vu la délibération du Conseil Communal du 14 septembre 2017 par laquelle il décide de reporter l'approbation du budget de la fabrique d'église Saint Amand de Russeignies à la séance du prochain Conseil Communal et de proroger de 20 jours supplémentaires le délai d'instruction du budget de la fabrique d'église de l'exercice 2018 tel qu'arrêté par le Conseil dudit établissement cultuel ;

Considérant que le projet de décision du Conseil Communal a été adressé, accompagné des annexes explicatives éventuelles, au Receveur Régional ;

Vu l'avis de la Receveuse Régionale ;

Considérant que le budget de l'exercice 2018 de la fabrique d'église Saint Amand de Russeignies répond au principe de sincérité budgétaire ; qu'en effet, les allocations prévues dans les articles de recettes sont susceptibles d'être réalisées au cours de l'exercice 2018, et que les allocations prévues dans les articles de dépense sont susceptibles d'être consommées au cours du même exercice ; qu'en conséquence, il s'en déduit que ledit budget est conforme à la loi et à l'intérêt général ;

ARRETE : *à l'unanimité*

Article premier : Le budget de l'exercice 2018 de la fabrique d'église Saint Amand de Russeignies, voté en séance du Conseil de la fabrique en date du 22 août 2017 est approuvé par comme suit :

Ce budget présente en définitive les résultats suivants :

Recettes ordinaires totales	8.987,32 €
dont une intervention communale ordinaire de secours de :	8.121,60 €
Recettes extraordinaires totales	3.910,07 €
dont une intervention communale extraordinaire de secours de :	
dont un excédent présumé de l'exercice courant de :	3.910,07 €
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	2.150,00 €
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	10.747,39 €
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	0,00 €
dont un déficit présumé de l'exercice courant de :	
Recettes totales	12.897,39 €
Dépenses totales	12.897,39 €
Résultat budgétaire	0,00 €

Article 3 : En application de l'article L3162-3 du Code de la Démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à la fabrique d'Eglise de Russeignies et à l'organe représentatif du culte contre la présente décision devant le Gouverneur de la Province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la présente décision.

Article 4 : Un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat.

A cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée, par lettre recommandée, au Conseil d'Etat dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification qui leur est faite par la présente ou introduite par voie électronique sur le site internet du Conseil d'Etat ;

Article 5 : Conformément à l'article L 3115-2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche ;

Article 6 : Conformément à l'article L 3115-1 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, la présente décision est notifiée à :

- Au Conseil de la Fabrique d'Eglise de Russeignies
- A l'organe représentatif de la Fabrique d'Eglise de Russeignies
- Au Receveur Régional

* Fabrique d'Eglise St.Paul à Anseroeul

L'intervention communale sollicitée est de 15.803,57 €. Le Collège Communal avait demandé à la Fabrique d'église d'Anseroeul de faire un effort et de diminuer le salaire du sacristain, de l'organiste et de la nettoyeuse mais malheureusement, ils ne l'ont pas fait et ils n'ont pas tenu compte des remarques faites depuis 3 ans. C'est pourquoi, le Collège Communal propose de revoir le budget de la Fabrique d'église d'Anseroeul, comme suit :

Traitement	du sacristain	→	2.100	1.000	Diminution de 1.100	
	de l'organiste		2.300	1.500		800
	de la nettoyeuse		1.000	750		250
Entretien et réparations		→	2.500	2.000	500	
Charges sociales			3.200	2.300	900	
					Total : <u>3.550</u>	

Monsieur le Président signale que la Fabrique d'église saurait diminuer les prestations de l'organiste, du sacristain et de la nettoyeuse puisqu'il n'y a plus qu'une messe par mois. C'est à eux à négocier et à modifier les contrats. Ils ont toléré beaucoup trop de choses.

Monsieur DEPUYDT demande pourquoi ils ne travaillent pas à la prestation, ils pourraient mettre fin aux contrats et faire prester les préavis.

Monsieur le Président répond que les contrats ont été signés entre la Fabrique d'église et les travailleurs. Ils doivent prendre leurs responsabilités.

Monsieur le Président met au vote le budget réformé de la Fabrique d'église d'Anseroeul aux nouveaux chiffres proposés en séance par Monsieur WEYTSMAN, Echevin.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la Constitution, et notamment les articles 41 et 162;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'églises ;

Vu la loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1 et 2 ;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 08 août 1980, l'article 6,§1er, VIII, 6;

Vu le Code de Démocratie Locale et de la Décentralisation et notamment les articles L1122-20, L1124-40, L 1321-1,9° et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Vu la délibération du 24 août 2017 reçue en date du 29 août 2017 par laquelle le Conseil de la fabrique d'église Saint Paul d'Anseroeul a décidé d'arrêter le budget de l'exercice 2018;

Vu l'envoi simultané de la délibération susvisée, accompagnée de toutes les pièces justificatives renseignées dans la circulaire à l'organe représentatif du culte ;

Attendu la décision réceptionnée en date du 05 septembre 2017 du chef diocésain par laquelle il arrête définitivement avec une remarque sur le fait qu'il y a lieu pour la fabrique d'église, de transmettre à l'évêché la délibération avec mention du résultat du vote en même temps que leur budget et sans aucune remarque sur les dépenses reprises dans le chapitre I du budget de la fabrique d'église Saint Paul d'Anseroeul et pour le surplus, approuve sans remarque le reste du budget de l'exercice 2018 ;

Vu la délibération du Conseil Communal du 14 septembre 2017 par laquelle il décide de reporter l'approbation du budget de la fabrique d'église Saint Paul d'Anseroeul à la séance du prochain Conseil Communal et de proroger de 20 jours supplémentaires le délai d'instruction du budget de la fabrique d'église de l'exercice 2018 tel qu'arrêté par le Conseil dudit établissement cultuel ;

Considérant que le projet de décision du Conseil Communal a été adressé, accompagné des annexes explicatives éventuelles, au Receveur Régional ;

Vu l'avis du Receveur Régional ;

Considérant que le budget de la fabrique d'église d'Anseroeul ne prend pas en compte les sollicitations de l'administration communale depuis trois années en ce qui concerne les dépenses de traitements de l'organiste, du sacristain et de la nettoyeuse à savoir une diminution des montants inscrits au budget étant donné que le nombre de célébrations est très limité (une messe chaque mois le dimanche) ;

Attendu que l'inscription budgétaire prévue au poste D27 pour l'entretien et les réparations de l'église est très importante au regard de la somme réellement payée soit 1.350,00 repris au compte de l'exercice 2016 et que la fabrique d'église peut toujours avoir recours à une modification budgétaire en cas d'imprévus;

Considérant que le budget de l'exercice 2018 de la fabrique d'église Saint Paul d'Anseroeul ne répond pas au principe de sincérité budgétaire ; qu'en effet, les allocations prévues dans les articles de recettes sont susceptibles d'être réalisées au cours de l'exercice 2018, et que les allocations prévues dans les articles de dépenses ne sont pas susceptibles d'être consommées au cours du même exercice ;

Attendu que le Conseil Communal en séance de ce jour estime que l'intervention communale est à revoir ;

Attendu dès lors qu'il y a lieu de réformer ledit budget comme ci-dessous :

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant (€)	Nouveau montant (€)
Dépenses Chapitre II : article D17	Traitement du sacristain	2.100,00 €	1.000,00 €
Dépenses Chapitre II : article D19	Traitement de l'organiste	2.300,00 €	1.500,00 €
Dépenses Chapitre II : article D26	Traitement nettoyeuse	1.000,00 €	750,00 €
Dépenses Chapitre II : article D28	Entretien et réparation égl.	2.500,00 €	2.000,00 €
Dépenses Chapitre II : article D50A	Charges sociales	3.200,00 €	2.300,00 €

ARRETE : *à l'unanimité*

Article premier : Le budget de l'exercice 2018 de la fabrique d'église Saint Paul d'Anseroeul , voté en séance du Conseil de la fabrique en date du 24 août 2017 est revu et approuvé en définitif aux résultats suivants :

Recettes ordinaires totales	13.753,57 €
dont une intervention communale ordinaire de secours de :	12.253,57 €
Recettes extraordinaires totales	846,93 €
dont une intervention communale extraordinaire de secours de :	0,00 €
dont un excédent présumé de l'exercice courant de :	846,93 €
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	1.980,00 €
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	12.620,50 €
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	0,00 €
dont un déficit présumé de l'exercice courant de :	0,00 €
Recettes totales	14.600,50 €
Dépenses totales	14.600,50 €

Résultat budgétaire	0,00 €
---------------------	--------

Article 2 : En application de l'article L3162-3 du Code de la Démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à la fabrique d'Eglise d'Anseroeul et à l'organe représentatif du culte contre la présente décision devant le Gouverneur de la Province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la présente décision.

Article 3 : Un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat.

A cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée, par lettre recommandée, au Conseil d'Etat dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification qui leur est faite par la présente ou introduite par voie électronique sur le site internet du Conseil d'Etat ;

Article 4 : Conformément à l'article L 3115-2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche ;

Article 5 : Conformément à l'article L 3115-1 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, la présente décision est notifiée à :

- Au Conseil de la Fabrique d'Eglise d'Anseroeul
- A l'organe représentatif de la Fabrique d'Eglise d'Anseroeul
- Au Receveur Régional

5°. Taxes communales, exercice 2018 :

- Taxe additionnelle à l'impôt des personnes physiques ; approbation
- Taxe sur la collecte, le traitement des déchets ménagers, l'enlèvement des immondices ; approbation

Monsieur le Président présente ces dossiers aux membres du Conseil communal.

Monsieur DEPUYDT demande si, vu la bonne santé financière de la commune et le fait qu'il y ait peu de services à Mont-de-l'Enclus et peu d'infrastructures tant sportives que culturelles par rapport à d'autres communes, on ne pourrait pas faire un geste et fixer l'additionnel à l'impôt des personnes physiques à 7,5% au lieu de 8 %. A Frasnes, l'IPP est à 7 %.

Monsieur le Président répond que la presse a signalé que Mont-de-l'Enclus était une des communes les mieux gérées de Wallonie Picarde. Sur 15 communes de Wallonie Picarde, il y a que deux communes avec un taux plus bas que Mont-de-l'Enclus, Frasnes avec 7 % et Antoing grâce aux usines comme la CBR. Ellezelles et Flobecq, communes qui ressemblent à la nôtre, l'IPP est à 8 %. Notre objectif était de ne pas augmenter l'IPP durant la mandature et c'est ce que nous avons fait.

- ✓ Taxe additionnelle à l'impôt des personnes physiques ; approbation

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la première partie du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et notamment l'article L1122-30 ;

Vu le décret du 22 novembre 2007 modifiant certaines dispositions du Code de la Décentralisation ayant trait à l'exercice de la tutelle administrative sur les autorités communales ;

Vu l'article L3122-2, 7° du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation selon lequel la délibération communale relative à la taxe additionnelle à l'impôt des personnes physiques fait à présent l'objet de la tutelle générale d'annulation avec transmission obligatoire ;
Vu le Code des Impôts sur les revenus 1992 et notamment les articles 465 à 469 ;
Vu la loi du 24 juillet 2008 confirmant l'établissement de certaines taxes additionnelles communales et de la taxe d'agglomération additionnelle à l'impôt des personnes physiques pour chacun des exercices d'imposition 2001 à 2007 et modifiant l'article 468 du Code des impôts sur les revenus 1992 à partir de l'exercice d'imposition 2009 ;
Vu la circulaire budgétaire du 24 août 2017 relative à l'élaboration des budgets des communes et des CPAS de la Région Wallonne à l'exception des communes et cpas relevant des communes de la Communauté germanophones et ce pour l'exercice 2018 ;
Attendu que la commune de Mont de l'Enclus doit se doter des moyens nécessaires afin d'assurer l'exercice de sa mission de service public ;
Vu la communication du projet de délibération au directeur financier faite en date du 25 septembre 2017 et ce conformément à l'article L1124-40§1^{er}, 4° du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;
Vu l'avis favorable remis par la Releveuse Régionale en date du 26 septembre 2017 et joint en annexe ;
Sur proposition du Collège Communal ;

ARRETE : par 8 VOIX POUR (Groupe MR + D.DETEMMERMAN)
2 abstentions (DELCOIGNE O. et DEPUYDT D.)

Article premier : Il est établi pour l'exercice 2018 une taxe communale additionnelle à l'impôt des personnes physiques à charge des habitants du Royaume qui sont imposables dans la commune de Mont- de- l'Enclus au 1^{er} janvier de l'année qui donne son nom à l'exercice d'imposition.

Art. 2 : La taxe est fixée à 8% de l'impôt des personnes physiques dû à l'Etat pour le même exercice, calculé conformément aux dispositions du Code des Impôts sur les revenus.

L'établissement et la perception de la présente taxe communale s'effectueront par les soins de l'Administration des Contributions Directes comme stipulé à l'article 469 du Code des Impôts sur les revenus 1992 .

Art. 3 : Le présent règlement entrera en vigueur après accomplissement des formalités de la transmission obligatoire au Gouvernement wallon et de la publication faite conformément aux articles L1133-1 à 3 du Code de la Démocratie et de la Décentralisation.

- ✓ Taxe sur la collecte, le traitement des déchets ménagers, l'enlèvement des immondices ; approbation

Monsieur le Président précise que les taux de la taxe en question n'ont pas été modifiés par rapport à l'année dernière et que nous devons respecter le coût-vérité.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la Constitution et notamment les articles 41, 162 et 170 ;
Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et notamment l'article L 1122-30, L1121-31,
L 1133-1 et 2, L3321-1 à 12 ;
Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 05 mars 2008 relatif à la gestion des déchets issus de l'activité usuelle des ménages et à la couverture des coûts y afférents ;
Vu le Plan Wallon des Déchets Horizon 2010 et l'application du principe « pollueur-payeur » ;

Vu la mission confiée aux Conseillers Communaux de veiller à la salubrité publique;
Vu la circulaire budgétaire du 24 août 2017 relative à l'élaboration des budgets des Communes et des CPAS de la Région wallonne ;
Attendu que la commune de Mont de l'Enclus doit se doter des moyens nécessaires afin d'assurer l'exercice de sa mission de service public ;
Considérant que les habitants de la commune de Mont de l'Enclus bénéficient du service d'enlèvement des immondices assuré d'une façon régulière par l'Administration Communale;
Considérant que ce service public constitue une charge appréciable pour la commune et qu'il y a lieu d'assurer son financement;
Considérant la communication du projet de délibération à la Receveuse Régionale faite en date du 25 septembre 2017 et ce conformément à l'article L1124-40§1^{er}, 3° du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;
Vu l'avis favorable remis par la Receveuse Régionale en date du 26 septembre 2017 et joint en annexe ;
Sur proposition du Collège Communal ;

ARRETE : à l'unanimité

Article premier : Il est établi pour l'exercice 2018, une taxe communale annuelle sur la collecte et le traitement des déchets ménagers et assimilés. Cette taxe forfaitaire comprend une partie fixe ainsi que la mise à disposition de sacs.

Art. 2 : La taxe est due par isolé, par ménage et solidairement par les membres de tout ménage, qui au 1^{er} janvier de l'exercice d'imposition, est inscrit au registre de la population, au registre des étrangers qu'il(s) ait(ent) ou non recours à l'enlèvement des immondices, ainsi que les seconds résidents à savoir les personnes qui, pouvant occuper un logement, ne sont pas au même moment, inscrites pour ce logement au registre de population ou des étrangers.

La taxe est également due pour chaque lieu d'activité desservi par le service de collecte, par toute personne physique ou morale, ou solidairement par les membres de toute association exerçant sur le territoire de la commune au 1^{er} janvier de l'exercice, une activité de quelque nature qu'elle soit, lucrative ou non exerçant une profession libérale, indépendante, commerciale, de services ou industrielle ou autre et occupant tout ou partie d'immeuble situé sur le territoire communal.

Lorsqu'une personne exerce son activité dans un lieu qu'elle occupe également à titre de résidence seule, la taxe la plus élevée est due.

Elle est calculée par année civile, la situation au 01 janvier de l'année de taxation étant la seule prise en considération. Toute année commencée est due en entier.

Art. 4 : La taxe couvre les services de gestion des déchets ménagers et comprend la collecte et le traitement des déchets ménagers contenus dans les sacs déposés à la collecte.

La taxe est fixée comme suit :

- * 70,00 euros par personne isolée, par an;
- * 110,00 euros par ménage, pour deux personnes ou plus, par an;
- * 110,00€ euros par seconde résidence par an ;

Le montant de la taxe est également de 110,00 euros par an pour chaque établissement industriel, commerçant, ou autre, pour chaque association, personne morale ou physique ou groupement quelconque sur le territoire de la commune, sans préjudice de l'application de l'exonération prévue à l'article ci-après.

Dans cette taxe est inclus l'obtention gratuite par an de 20 sacs poubelles par ménage, commerçant, secondes résidences ou autre et 10 sacs poubelles par personne isolée.

Art. 5 : La taxe n'est pas applicable :

- en ce qui concerne les immeubles situés le long des voies publiques où le service de l'enlèvement n'est pas organisé;
- en ce qui concerne les immeubles dont la situation ne permet pas au susdit service d'effectuer le travail.
- en ce qui concerne les immeubles ou parties d'immeubles affectés à un service d'utilité publique gratuit ou non, même si ces biens ne sont pas propriété domaniale ou sont pris en location, directement ou indirectement par l'Etat, doit à l'intervention des préposés, à l'exception des parties d'immeubles occupées par les préposés de l'Etat à titre privé et/ou pour leur usage personnel.

Art. 6 : Les clauses concernant l'établissement, le recouvrement et le contentieux sont celles des articles 3321-1 à 3321-12 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et de l'Arrêté Royal du 12 avril 1999, déterminant la procédure devant le gouverneur ou devant le Collège des Bourgmestre et Echevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale.

Art. 7 : La présente délibération fera l'objet de la publication prescrite par l'article L1133- 1 et 2 du CDLD.

Art. 8 : La présente délibération sera transmise au Gouvernement Wallon dans le cadre de la tutelle spéciale d'approbation.

6°. Finances communales :

- Modification budgétaire n°2 - Service ordinaire ; approbation
- Service extraordinaire ; approbation

Monsieur le Président présente et commente d'abord le service ordinaire, ensuite le service extraordinaire de la modification budgétaire n°2.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le projet de modification budgétaire établi par le Collège Communal ;

Vu la constitution, notamment les articles 41 et 162 ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et notamment les articles L1122-23, L1122-26, L1122-30 et Première partie, livre III ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement Wallon du 05 juillet 2007 portant le Règlement sur la Comptabilité Communale en exécution de l'article L1315-1 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

Vu le budget ordinaire et extraordinaire de l'exercice 2017 arrêté au Conseil Communal du 22 décembre 2016 et approuvé par le Ministre des Pouvoirs Locaux Action Sociale et Santé, Gestion des Finances des Pouvoirs Locaux, Logement et Energie en séance du 08 février 2017;

Considérant le rapport favorable de la Commission des Finances visée à l'article 12 du Règlement Général de la Comptabilité Communale qui s'est tenue le 25 septembre 2017;

Vu la demande d'avis à la Receveuse Régionale;

Vu l'avis de la Receveuse Régionale annexé à la présente délibération rendu le 25 septembre 2017 et conforme à l'article L1124-40 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

Attendu que la modification budgétaire n° 2/2017 a bien été communiquée aux organisations syndicales représentatives suivant les formalités en application de l'article L1122/23 § 2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Considérant que certaines allocations prévues au budget doivent être révisées tant au service ordinaire qu'au service extraordinaire ;

Après en avoir délibéré en séance publique ;

DECIDE : par 8 VOIX POUR (Groupe MR + D.DETEMMERMAN)
2 abstentions (DELCOIGNE O., DEPUYDT D.)

D'arrêter la modification budgétaire n° 2, service ordinaire et extraordinaire du budget de l'exercice 2017 adaptée comme suit :

Tableau récapitulatif :

	Service ordinaire	Service extraordinaire
Recettes totales exercice proprement dit	3.991.002,60 €	1.557.563,51 €
Dépenses totales exercice proprement dit	3.980.514,24 €	1.782.944,26 €
Boni exercice proprement dit Mali	10.488,36 €	225.380,75 €
Recettes exercices antérieurs	691.669,87 €	534.175,84 €
Dépenses exercices antérieurs	98.275,83 €	0,00 €
Prélèvements en recettes	0,00 €	231.843,54 €
Prélèvements en dépenses	60.569,04 €	84.664,18 €
Recettes globales	4.682.672,47 €	2.323.582,89 €
Dépenses globales	4.139.359,11 €	1.867.608,44 €
Boni global	543.313,36 €	455.974,45 €

Montants des dotations issus du budget des entités consolidées :

	Dotations supplémentaires approuvées par l'autorité de tutelle	Date d'approbation du budget par l'autorité de tutelle
Zone du Val de l'Escaut	0,00 €	
Zone de Secours	0,00 €	
Fabrique d'Eglise d'Amougies	1.039,62 €	

Art. 2 : De transmettre la présente délibération et ses annexes aux autorités de tutelle, au service des Finances et à la Receveuse Régionale.

* Mise en fonds de réserve extraordinaire ; Décision
- Achat caveaux, exercice 2016 ; Mise en fonds de réserve subside non utilisé

Monsieur le Président présente ce dossier aux membres du Conseil communal.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu l'Arrêté Royal du Gouvernement Wallon du 05 juillet 2007 portant le règlement général de la comptabilité communale, en exécution de l'article L 1315-1 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu la délibération du 13 novembre 1991 par laquelle le Conseil Communal a voté le règlement général sur les cimetières communaux ;

Vu la délibération prise en séance du Conseil Communal du 28 décembre 2010 approuvant le nouveau règlement sur les cimetières communaux ;

Vu la délibération prise en séance du Conseil Communal du 08 janvier 2013 par laquelle il approuve les conditions, le montant estimé et le mode de passation dans le cadre du marché d'achat de columbariums et de caverne ;

Vu la délibération prise en séance du Collège Communal du 18 février 2013 désignant la société Desmet Sprl sise rue de la Pêcherie 30 à 7640 Antoing comme adjudicataire du marché d'achat des columbariums et caverne durant les exercices 2013 à 2017 ;

Considérant que la dépense totale de 2.029,78 € a été imputée et qu'aucune autre somme n'a été réclamée par l'adjudicataire et qu'il convient de considérer le marché comme clôturé ;

Attendu que pour couvrir la dépense totale un fond de réserve de 2.165,50 € a été créé ;

Attendu que le surplus de la recette soit la somme de 135,72 € € peut être réutilisée en fonds de réserve ;

Vu l'avis remis par la receveuse régionale en date du 13 juin 2017 et annexé à la présente;

Considérant que le crédit sera inscrit dans la modification budgétaire n° 2 de l'exercice 2017, en recette extraordinaire de l'exercice 2017 ;

7°. Gaselwest – Assemblée extraordinaire 18/12/2017

- Ordre du jour ; approbation
- Représentant ; désignation

Monsieur le Président présente ce dossier aux membres du Conseil communal. Il s'agit principalement d'une restructuration des associations de financement flamandes et l'intégration de FIGGA dans Gaselwest.

LE CONSEIL COMMUNAL,

La commune de Mont-de-l'Enclus, participe pour l'activité de gestion du réseau de distribution d'électricité et /ou de gaz, à l'association chargée de mission Gaselwest, « Intercommunale Maatschappij voor Gas en Elektriciteit van het Westen » ;

La Commune de Mont-de-l'Enclus a été convoquée par un courrier recommandé du 18 septembre 2017 en vue de prendre part à l'assemblée générale extraordinaire de Gaselwest, qui se tiendra le 18 décembre 2017 à 18H00 au siège d'exploitation à Kortrijk, President Kennedypark 12 ;

Un dossier de pièces de documentation constitué par le Conseil d'administration lors de la séance du 08 septembre 2017 a été transmis à la commune ;

Les organes de gestion de l'association prestataire de services FIGGA, de l'association chargée de mission Gaselwest et de la société coopérative à responsabilité limitée nouvellement créée Zefier ont fait savoir qu'ils souhaitent procéder à une scission intégrale de l'actif et du passif de Figga, étant entendu que Gaselwest et Zefier absorberont chacune une partie des activités de Figga ;

Cette scission s'inscrit dans le cadre d'une opération de restructuration globale des six associations de financement flamandes actuelles qui tend à faire en sorte que les activités de ces associations correspondent mieux à l'organisation actuelle du marché de l'énergie et à rationaliser les structures intercommunales flamandes. Il en résulte concrètement que les intérêts de production détenus par Figga et les autres associations de financement dans les entreprises actives dans la production d'énergie respectueuse de l'environnement seront transférés à la scrl Zefier, tandis que les intérêts détenus dans les gestionnaires de réseau de transport seront intégrés dans Gaselwest pour ce qui concerne Figga et dans les autres gestionnaires de réseau de distribution partenaires (GRD) pour ce qui concerne les autres associations de financement ;

Les communes wallonnes ne participeront pas elles-mêmes à l'association prestataire de services Figga, de sorte qu'elles ne seront pas associées à la gestion des participations stratégiques ni à l'opération de scission susmentionnée ;

La proposition entraînera une série de modifications statutaires qui veilleront à ce que les droits existants des participants continuent à être respectés et à ce que la gestion de patrimoine nouvellement acquis soient gérés séparément.

Les principales modifications statutaires sont les suivantes :

- l'élargissement de l'objet de l'association à la sous-activité liée à la gestion des participations stratégiques, dont leur acquisition et /ou leur financement, et en outre : la fourniture et le suivi des financements octroyés avant le 1^{er} janvier 2018 aux communes participantes par l'ancienne association de financement Figga en vue de l'acquisition d'actions Ae et Ag du gestion de réseau de distribution et /ou de la réalisation d'investissements prévus dans leur budget, et la gestion des golden shares (Telenet) et des droits qui y sont liés ;
- la création d'actions Apt pour Publi-T et Apg pour Publigas ;
- le principe selon lequel chaque commune/ville flamande fait apport de la sous-activité gestion des participations stratégiques ;

- une limitation des droits de vote attachés aux nouvelles actions à l'assemblée générale pour les décisions qui ont trait à la gestion du réseau de distribution d'électricité et de gaz, en ce sens que les participants ne pourront jamais exercer plus de droits de vote que ceux dont ils disposent en fonction des actions qu'ils détiennent dans le cadre de la gestion du réseau de distribution. En ce qui concerne les éléments de patrimoine nouvellement apportés, le vote se fera toutefois en fonction des actions Apt et Apg.

DECIDE : à l'unanimité

Article premier : D'apporter son approbation à l'ordre du jour de l'assemblée générale de l'association chargé de mission Gaselwest du 18 décembre 2017 :

Proposition d'opération de restructuration des associations de financement flamandes et d'intégration d'une partie de Figga dans Gaselwest

Etat des lieux concernant la proposition d'opération de restructuration des associations de financement flamandes et d'intégration d'une partie des activités de Figga dans Gaselwest

Discussion des documents et rapports mis gracieusement à la disposition des participants de l'association prestataire de services à scinder Figga, de l'association chargés de mission absorbante Gaselwest et de la société coopérative à responsabilité limitée absorbante Zefier, conformément aux dispositions de l'article 733 du Code des sociétés, à savoir :

La proposition de scission établie conformément à l'article 728 du Code des sociétés par les Conseils d'administration de l'association prestataire de services à scinder, de l'association chargée de mission absorbante et de la société coopérative à responsabilité limitée absorbante ;

Les rapports spéciaux suivants :

Le rapport spécial du Conseil d'administration sur la proposition de scission conformément à l'article 730 du Code des sociétés ;

Le rapport du commission sur la proposition de scission conformément à l'article 731 du Code des sociétés ;

(les participants, peuvent, un mois avant l'assemblée générale au siège de l'association, prendre connaissance de la proposition de scission, des apports spéciaux susmentionnés et des autres pièces visées aux articles 730 et 731 du Code des sociétés et obtenir gracieusement une copie de ces pièce). Le cas échéant, communication des modifications importantes qui sont intervenues dans les actifs et passifs du patrimoine de la société et des associations impliquées dans la scission entre la date de la proposition de scission et la date de l'assemblée générale qui conclut à la scission.

Définition des conditions suspensives et du terme suspensif prévus dans la proposition de scission.

Sous réserve de réalisation des conditions suspensives prévues dans la proposition de scission ou de renonciation à ces conditions suspensives par les Conseils d'administration des personnes morales impliquées dans la scission, à l'avantage desquelles les conditions suspensives en question sont stipulées, et en tout état de cause avant le terme suspensif prévu dans la proposition de scission :

Approbation, conformément à la proposition de scission susmentionnée, de la scission par absorption, suite à la dissolution sans liquidation de l'ensemble du patrimoine, tant des droits que des obligations de l'association prestataire de services Figga :

En partie à l'association chargée de mission Gaselwest, sise President Kennedypark n°12 – 8500 Kortrijk

En partie à la société coopérative à responsabilité limitée Zefier, sise Galerie Ravenstein 4, boîte 2, 1000 Bruxelles ;

Description des actifs et passifs à absorber ;

Définition de la destination comptable du transfert consécutif à la scission ;

Approbation de l'augmentation de la part fixe et de la part variable du capital suite à la scission et, par conséquent, de l'adaptation de l'article 8 des statuts afin de le conformer à l'augmentation de la part fixe du capital ;

Conformément à l'article 738 du Code des sociétés, modification de l'objet par l'ajout des activités suivantes :

La gestion, l'acquisition et/ou le financement de participations stratégiques dans Publigas et Publi-T ;

La fourniture et le suivi d'autres financements octroyés avant le 1^{er}.janvier 2018 aux communes participantes par l'ancienne association de financement en vue de l'acquisition d'actions Ae et Ag de l'association acquéreuse et/ou de la réalisation d'investissements prévus dans leur budget et

La gestion des golden shares dans Telenet Group Holding et prise de connaissance du rapport spécial correspondant du Conseil d'administration et du rapport du commissaire relatif à l'état des actifs et passifs au 30 juin 2017 dans le cadre de l'article 413 du Code des sociétés ;

Modification, article par article, des articles 2bis, 3,8,9,10,15,17,25,26,27,28,30,31,32 et 37bis des statuts afin notamment de conformer le fonctionnement de l'association aux avoirs acquis suite à la scission, conformément au projet de modification des statuts joint à l'ordre du jour

Acceptation de l'extension de l'adhésion des participants pour la sous-activité participations stratégiques, ainsi que la fourniture et le suivi d'autres financements octroyée avant le 1^{er}.janvier 2018 aux communes participantes par l'ancienne association de financement en vue de l'acquisition d'actions Ae et Ag et/ou de la réalisation d'investissements prévus dans leur budget, y compris la gestion des golden shares et des droits qui y sont liés

Approbation de la participation de l'association dans les entreprises dont des parts sont transférées à l'association dans le cadre de la scission, en particulier les entreprises Publi-T et Publigas

De manière générale et le cas échéant, approbation de toutes les opérations et/ou transactions nécessaires ou utiles dans le cadre des scissions, décrites ou non dans la proposition de scission ou le rapport spécial du Conseil d'administration

Définition des mesures d'exécution nécessaires et octroi des pouvoirs correspondants suite à la prise de décision concernant la scission et la modification des statuts, en particulier le mandat au Conseil d'administration, avec possibilité de sous-délégation pour les points g., h.et i ; pour :

Renoncer aux conditions suspensives telles que définies au point 1.4. de l'ordre du jour, pour autant qu'elles soient à l'avantage de l'association et pour autant que la proposition de scission permette de renoncer à ces conditions suspensives ;

Constater la réalisation éventuelle des conditions suspensives qui s'appliquent à la scission, telles que mentionnées au point 1.4. de l'ordre du jour ;

Décrire plus avant le patrimoine transféré, conformément aux principes définis dans la proposition de scission ;

Arrêter le rapport d'échange définitif dans le cadre de la scission sur la base de la valeur nette et brute actualisée des actifs et passifs de l'association à scinder et de l'association absorbante au 31 décembre 2017, calculée selon les principes définis dans la proposition de scission et le rapport spécial sur la proposition de scission, ceci après contrôle révisoral des chiffres au 31 décembre 2017 ;

Sur la base du rapport d'échange définitif tel que défini par le Conseil d'administration, déterminer la répartition des nouvelles parts de l'association entre les participants de l'association à scinder, calculée selon les principes définis dans la proposition de scission et le rapport spécial sur la proposition de scission, et l'inscrire dans le registre des participants ;

Arrêter le montant définitif de l'augmentation de capital suite à la scission en continuité comptable au 1^{er}.janvier 2018, et adapter l'article 8 des statuts en conséquence ;

Confirmer ce qui précède devant le notaire instrumentant et, par conséquent, acter authentiquement la réalisation de la scission de l'association à scinder et l'augmentation de capital de l'association absorbante qui en découle ;

Signer tous les actes et pièces à cet effet, choisir un domicile et faire tout ce qui peut être nécessaire ou utile ;

Accomplir toutes les formalités relatives au dépôt et à la publication des décisions de l'assemblée générale extraordinaire et à la réalisation de la scission au sens le plus large.

Discussion, dans le cadre de l'article 44 du décret flamand portant réglementation de la coopération intercommunale, des activités à développer et de la stratégie à suivre pour l'exercice 2018, ainsi que du budget 2018 constitué par le Conseil d'administration

Validation de la procuration pour l'année 2018 concernant les commandes de Gaselwest à Eandis System Operator cvba

Nominations statutaires

Communications statutaires

Art.2. : D'apporter son approbation aux modifications de statuts proposées de l'association chargée de mission Gaselwest ;

Art.3. : De charger Madame *MAS Magda*, Echevine, domiciliée Route d'Amougies n°36 – 7750 Mont-de-l'Enclus (Anseroeul) comme représentante effective de la Commune de Mont-de-l'Enclus et

et

Monsieur *VERSTRAETEN Marnix*, Conseiller communal domicilié Rue Horlitin n°42 – 7750 Mont-de-l'Enclus (Amougies) comme représentant suppléant de la Commune de Mont-de-l'Enclus pour participer à l'assemblée générale de l'association chargée de mission Gaselwest du 18 décembre 2017, et voter conformément aux décisions prises au Conseil d'administration de ce jour en ce qui concerne les articles 1 et 2 susmentionnés de la présente décision du Conseil ;

Art.4. : De charger le Collège Communal de l'exécution des décisions précitées et entre autres, d'en donner notification à l'association chargée de mission Gaselwest, à l'attention du Secrétariat (en version PDF), exclusivement à l'adresse e-mail intercommunales@eandis.be

8°. Etablissement d'un Schéma d'orientation local (SOL) n°1 dit du Renard : Décision ;

Marché de service avec auteur de projet initialement désigné dans le cadre de la continuité du projet ; décision

Monsieur le Président présente ce dossier aux membres du Conseil communal.

Suite aux glissements de terrains qui ont débuté en 1994 à la Rue du Renard, le Conseil communal a approuvé un plan communal d'aménagement (PCA) n°1 dit du Renard.

Le 28/11/2013, le Conseil communal a décidé de réviser le PCA en vue de l'assouplir par rapport aux prescriptions urbanistiques initiales afin de permettre la réalisation de certains travaux dans ladite zone.

Monsieur BRUYERE, désigné comme auteur de projet a débuté la révision et a présenté son avant-projet au SPW à Namur en mars 2017. On lui a demandé de le modifier.

Article premier : D'établir un SOL révisant le PCA dit du Renard ;

Art. 2 : De solliciter Le Ministre afin de maintenir la subvention du PCA n°1 et de la reporter sur le SOL ou d'en octroyer une nouvelle ;

Art. 3 : De poursuivre la révision de ce SOL avec le même auteur de projet initialement désigné ;

Art. 4 : De transmettre la présente délibération :

- Au SPW – Direction de l'aménagement local
- A Monsieur le Ministre CARLO DI ANTONIO
- A Monsieur le Directeur de l'Urbanisme
- A Architecture et Urbanisme BRUYERE – T'KINDT SPRL pour suite voulue

9°. CPAS - Modification budgétaire n°1 – Service ordinaire ; approbation

Monsieur le Président du Cpas, D'HONDT Philippe, présente et commente la Modification budgétaire n°1 – Service ordinaire aux membres du Conseil communal.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la loi organique du 08 juillet 1976 des Cpas ;

Vu la Modification budgétaire n°1 – Service ordinaire, exercice 2017 présentée ce jour par Monsieur D'HONDT Ph., Président du Cpas ;

ARRETE : *à l'unanimité*

La Modification budgétaire n°1 – Service ordinaire, exercice 2017 aux chiffres repris ci-dessous :

	Recettes	Dépenses	Solde
D'après le budget initial ou la précédente modification	757.646,88	757.646,88	0
Augmentation des crédits	95.123,33	92.227,97	2.895,36
Diminution des crédits	- 5.127,61	- 2.232,25	- 2.895,36
Nouveau résultat	847.642,60	847.642,60	0

10°. Questions-Réponses

Monsieur DEPUYDT signale que Monsieur HUYBRECHT a envoyé un courrier adressé au Collège et au Conseil concernant certaines difficultés rencontrées à la Rue du Moulin à Anseroeul et dont on n'a pas parlé ce soir.

L'habitant en question relève de nombreux passages de motos, vieilles voitures, rallyes, de la voltige aérienne.... Est-ce normal ? Ne devrait-on pas envisager par exemple de limiter la vitesse dans cette voirie ?

Monsieur le Président signale qu'il a répondu à Monsieur HUYBRECHT. Cet habitant se plaint de tout, même des agriculteurs qui travaillent. Quant aux acrobaties aériennes, on l'a mis au courant, il l'a signalé aux responsables de l'aérodrome. Ils savent que c'est le fils du responsable de l'aérodrome de

Grammont. Ils l'ont signalé à l'aéronautique. J'espère que cela ne se reproduire plus mais je vais envoyer moi-même un courrier à l'aéronautique pour que cela cesse.

Monsieur le Président clôt la séance à 20 heures 50.

FAIT EN SEANCE DATE QUE DESSUS,

Le Secrétaire

MAES MR.

Le Président

BOURDEAUD HUY JP.